

Les Présidents des régions Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Eddahab, Sidi Hamdi Oued Errachid et Yenja El Khattat, ont dénoncé la propagande menée par l'Algérie et le "Polisario" pour tenter de priver les populations des deux régions des bénéfices du développement, soulignant que l'Algérie doit être interpellée sur sa politique de diversion et de désinformation visant à détourner l'attention sur le drame des personnes séquestrées à Tindouf.

Dans une lettre adressée au Haut-commissaire des droits de l'Homme de l'ONU, Mme Michelle Bachelet Jeria, les présidents des deux régions rejettent catégoriquement les allégations et les mensonges véhiculés par l'Algérie et le "Polisario" sur la situation des droits de l'Homme dans le Sahara marocain, "où nous vivons et gérons quotidiennement les affaires de ses habitants".

Ils ont souligné que leur décision de rédiger cette lettre découle de leur parfaite connaissance de la situation prévalant dans leurs circonscriptions électorales, de par leurs responsabilités et au vu de la légitimité démocratique et de la représentativité réelle née des urnes dont ils disposent, et eu égard à leur appartenance au Sahara ainsi que leur maîtrise de la réalité sur le terrain dans ses dimensions humaines, culturelles et historiques.

Vous êtes pas sans savoir, écrivent-ils à l'adresse de Mme Bachelet, que le Sahara marocain fait l'objet d'un conflit vieux de près de 50 ans, que l'Algérie tente de faire durer dans le temps en tant que principale partie prenante qui manipule le "Polisario" pour faire diversion et induire en erreur l'opinion publique internationale à travers l'exploitation honteuse du thème des droits de l'Homme à des fins purement politiques.

MM. Ouled Errachid et El Khattat relèvent que leur statut représentatif et leur appartenance sahraouie, en plus des longues années passées dans les camps de la misère à Tindouf où il a occupé plusieurs fonctions au sein du "Polisario" avant de regagner le Maroc comme des milliers d'autres individus dont des fondateurs du mouvement séparatiste (pour le cas du président de la région Dakhla Oued-Eddahab), leur confèrent la légitimité d'attirer l'attention, en toute connaissance de cause, sur les desseins de cette exploitation immorale des droits de l'Homme et des instances de l'ONU en charge de ce dossier, par l'Algérie et le "Polisario" qui traînent un lourd passif dans le domaine des violations des droits de l'Homme et de la répression des libertés.

Dans le cadre de cette stratégie de désinformation qui vise le Royaume du Maroc,

ont-ils relevé, ces deux parties manipulent certains jeunes qui ne disposent d'aucun soutien parmi la population sahraouie locale pour créer des tensions de façon délibérée tout en tentant de leur donner une dimension démesurée à travers les supports de la propagande séparatiste et faire croire à des violations et événements imaginaires des droits de l'Homme en vue d'induire en erreur l'opinion population internationale et de susciter son attention.

Les présidents des deux régions dénoncent ces allégations et insistent sur le caractère normal de la situation des droits de l'Homme dans le Sahara marocain, précisant que la population locale bénéficie d'une protection réelle à travers les garanties constitutionnelles et un cadre juridique et institutionnel national conforme aux engagements internationaux du Maroc.

Ainsi, et s'agissant des droits politique, ont-ils expliqué, les sahraouis adhèrent de façon libre aux partis politiques et aux associations et participent massivement et en toute liberté, aux différentes échéances référendaires et électorales, avec un taux de participation de 70 pc qui dépasse la moyenne nationale (52 pc), ce qui ôte toute crédibilité aux allégations du mouvement séparatiste sur sa prétendue représentation des habitants du Sahara marocain, sachant que les sahraouis occupent d'importantes responsabilités au niveau officiel et dans la sphère publique.

S'agissant des droits économiques, sociaux et culturels, ils ont relevé que la population locale contribue à la réalisation d'ambitieux projets de développement visant à faire de cette partie du territoire national un véritable pôle de développement et de coopération régionale et internationale.

Doté d'une enveloppe budgétaire d'environ 8 milliards de dollars, le nouveau modèle de développement dans les provinces du sud constitue un véritable levier pour le progrès dans ces régions à travers le lancement de grands projets tels que des unités industrielles, des pôles technologiques, un port à Dakhla, une centrale éolienne et solaire, une unité de dessalement d'eau, des barrages, ont-t-ils rappelé, ajoutant que les opérateurs économiques sahraouis prennent part activement à la concrétisation de ces chantiers phares.

Ces énormes projets et investissements soutenus par la population et supervisés par les deux conseils régionaux, outre des accords de développement et de coopération signés avec divers acteurs étrangers, réfutent incontestablement les illusions véhiculées par la propagande algéro-polisarienne concernant l'exploitation

des ressources naturelles du Sahara marocain, ont affirmé MM. El Khattat et Ould Errachid.

Ils ont indiqué que la tenue de plusieurs manifestations internationales et régionales de nature diplomatique, économique, culturelle et sportive atteste de la crédibilité de cette dynamique de développement et de l'intérêt croissant pour ces deux régions, faisant savoir que des milliers de visiteurs étrangers ont participé à ces événements.

“Cette réalité montre la fausseté des allégations du Polisario, qui décrit le Sahara marocain comme une région fermée”, ont-ils affirmé.

Ils ont assuré que le Haut Commissaire aux droits de l'homme est bien conscient que l'élan de développement que les deux régions connaissent actuellement est aux antipodes des objectifs des autres parties à ce conflit.

Ils ont expliqué que l'Algérie et le “Polisario” tentent à tout prix de changer la réalité sur le terrain par la diffamation et les tentatives de déstabilisation, soulignant que cette position met le Maroc devant un besoin urgent et légitime de faire face à ces plans hostiles, sans aucun recul par rapport à ses choix et engagements, et de poursuivre ses efforts pour renforcer l'Etat de droit, protéger les droits de l'Homme et maintenir la sécurité publique et la sûreté des personnes et des biens publics et privés.

MM. Ould Errachid et El Khattat ont également exprimé leur ferme condamnation quant à la propagande trompeuse menée par l'Algérie et son rejeton le “Polisario” visant à priver la population de la région de cette dynamique de développement. Ils ont aussi regretté la diffusion de cette propagande au sein de certains organes, en particulier le Conseil des droits de l'Homme, par des voies hostiles et des régimes répressifs connus pour leurs violations avérées des droits humaines.

Ils n'ont pas manqué l'occasion d'exprimer au Haut Commissaire leur profonde préoccupation “face à l'incapacité de protéger nos frères détenus à Tindouf, dans le sud de l'Algérie, une zone hors-la-loi”, compte tenu du désaveu de l'Algérie quant à ses obligations et responsabilités conformément aux exigences des droits de l'homme internationaux et du droit international humanitaire, en plaçant ses pouvoirs judiciaires entre les mains du Polisario, une situation déjà condamnée par le Comité des droits de l'homme en juillet 2018.

Pour les présidents des Régions de Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Eddahab, il est grand temps de tenir l'Algérie, la force qui séquestre les Sahraouis, responsable de cette grave violation qui "laisse nos sœurs et nos frères en dehors de tout cadre gouvernemental, juridique et institutionnel de protection" et sans aucun accès à des voies efficaces de recours à la justice afin de se prononcer sur les violations dont ils souffrent il y a plus de quatre décennies.

Ils ont ainsi condamné cette réalité scandaleuse, en particulier le silence obscur qui l'entoure, "alors que nous comptons sur vous pour tenir compte de cette situation tragique qui appartient à une époque révolue », en responsabilisant l'Algérie qui ne peut continuer à orchestrer une propagande trompeuse pour dissimuler la réalité dramatique des camps de Tindouf.

En conclusion, MM. Ould Errachid et El Khattat ont demandé au Haut-Commissaire aux droits de l'homme de transmettre leur témoignage et leur appel à l'opinion publique ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.